

RCS : NANTES
Code greffe : 4401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 01693
Numéro SIREN : 821 353 315
Nom ou dénomination : GROUPE BATISSEURS D'AVENIR

Ce dépôt a été enregistré le 03/03/2022 sous le numéro de dépôt 4211

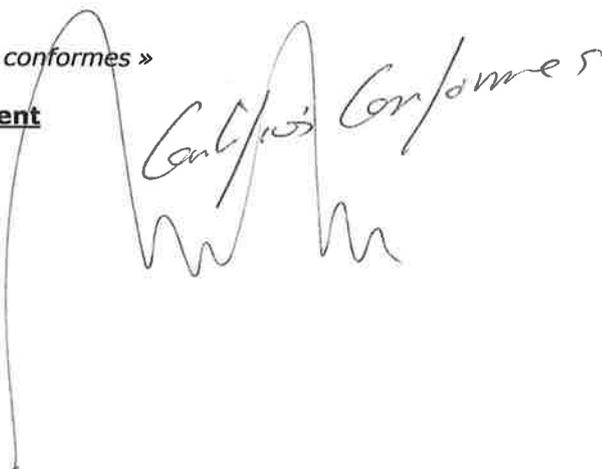
Groupe Bâisseurs d'Avenir
Société par actions simplifiée au capital de 36.012.680 €
Siège social : 24 boulevard Vincent Gâche, 44200 Nantes
821 353 315 RCS Nantes
(ci-après la « Société »)

COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021

« Certifiés conformes »

Le Président

Certifiés conformes



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/04/2020 au 31/03/2021			Au 31/03/2020
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	12 067	3 284	8 782	8 449
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	126 596	68 974	57 621	40 493
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	31 690 587	7 456 655	24 233 932	25 572 952
Créances rattachées à des participations	59 746 659		59 746 659	54 932 354
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	21 073		21 073	20 688
ACTIF IMMOBILISÉ	91 596 981	7 528 914	84 068 067	80 574 935
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de - De biens production : - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	20 546		20 546	25 183
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 066 545		2 066 545	1 348 608
Autres	1 258 987		1 258 987	455 482
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				448 200
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	6 717 696		6 717 696	2 711 729
Charges constatées d'avance	55 864		55 864	50 367
ACTIF CIRCULANT	10 119 638		10 119 638	5 039 569
Frais d'émission d'emprunt à étaler	280 023		280 023	309 157
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	101 996 641	7 528 914	94 467 728	85 923 661

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/04/2020		Du 01/04/2019	
	Au 31/03/2021		Au 31/03/2020	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé)	36 012 680	36 012 680	36 012 660	
Prime d'émission, de fusion, d'apport		16		
Écarts de réévaluation				
Écart d'équivalence				
- Légale		404 779	239 437	
- Statutaires ou contractuelles				
Réserves :				
- Réglementées				
- Autres		6 484 420	3 942 925	
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		5 156 097	3 306 837	
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
	CAPITAUX PROPRES	48 057 992	43 501 859	
Autres fonds propres				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Autres				
	AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour :				
- Risques				
- Charges				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires		14 000 000	14 000 000	
Emprunts et dettes :				
- Au près des établissements de crédit		23 055 025	16 793 453	
- Financières diverses		8 300 201	7 805 910	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
- Fournisseurs et comptes rattachés		126 836	157 135	
Dettes :				
- Fiscales et sociales		686 862	3 389 135	
- Sur immobilisations et comptes rattachés		107 500	250 000	
Autres dettes		133 312	6 358	
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				19 812
	EMPRUNTS ET DETTES	46 409 736	42 421 802	
Écarts de conversion passif				
	TOTAL PASSIF	94 467 728	85 923 661	

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/04/2020 au 31/03/2021			Au 31/03/2020
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue :				
- De biens				
- De services	3 502 506		3 502 506	3 404 808
Chiffre d'affaires net	3 502 506		3 502 506	3 404 808
Production :				
- Stockée				
- Immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			403 890	222 101
Autres produits			2 233	53
			PRODUITS D'EXPLOITATION	3 908 630
				3 626 962
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			1 589 682	1 237 441
Impôts, taxes et versements assimilés			148 107	123 815
Salaires et traitements			1 481 318	1 628 819
Charges sociales			597 293	647 828
- Amortissements sur immobilisations			158 482	124 220
Dotations aux :				
- Dépréciations sur immobilisations				
- Dépréciations sur actif circulant				
- Provisions pour risques et charges				
Autres charges			86 105	324
			CHARGES D'EXPLOITATION	4 060 988
				3 762 446
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
			RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-152 358
				-135 484
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			10 088 330	12 616 255
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			1 354 754	4 201 328
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			49 800	
			PRODUITS FINANCIERS	11 492 884
				16 817 583
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1 625 290	4 132 757
Intérêts et charges assimilées			2 245 378	1 964 970
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			CHARGES FINANCIÈRES	3 870 668
				6 097 727
			RÉSULTAT FINANCIER	7 622 216
				10 719 855
			RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	7 469 858
				10 584 371

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	4 380	46 378
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 380	46 378
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 107	1 954
Sur opérations en capital	1 349 794	4 222 066
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	363	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 351 264	4 224 020
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-1 346 884	-4 177 642
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	966 877	3 099 892
TOTAL DES PRODUITS	15 405 894	20 490 922
TOTAL DES CHARGES	10 249 797	17 184 086
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	5 156 097	3 306 837

Annexe

Règles et méthodes comptables

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Covid 19

La crise sanitaire liée à la Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-029 du 23 mars 2020 constituent un fait marquant de l'exercice. La crise sanitaire a eu un impact sur l'organisation des activités de l'entité.

L'entité a bénéficié des divers dispositifs mis en place par les pouvoirs publics au cours de l'exercice, et notamment a eu recours aux prêts garantis par l'Etat et au chômage partiel.

Les différents prêts garantis par l'Etat ont été souscrits auprès des banques suivantes :

- Caisse épargne : 1 700 000 €
- Banque populaire : 1 700 000 €
- Crédit agricole : 1 700 000 €
- CIC : 1 700 000 €
- Arkea : 1 700 000 €

Les emprunts seront remboursés sur 5 ans à compter de 2022.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2020 de l'entité par le Président, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

Actionariat

En date du 10 décembre 2020, les sociétés Savey Finances et Calize Finances ont apportés 403 642 actions GBA chacune à la société CASA nouvellement créée. La valeur comptable des titres apportés est de 9 605 463,32€
CASA détient à terme 40,77% de GBA.

Caisse des dépôts

Un accord avec la caisse des dépôts Habitat a été validé en date du 22 juillet 2020 avec Bati Armor et Bati Nantes, portant sur des opérations de logement abordable contractualisés et sur des logements intermédiaires pour respectivement de 82 601 987,26 € HT et 7 585 710 € HT de chiffre d'affaires .

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Covid 19

Compte tenu des événements récents et des mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis selon le plan comptable général adopté par le règlement ANC 2014-03, à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle,
- Comparabilité, continuité de l'activité,
- Régularité et sincérité,
- Prudence,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Pour être inscrites au bilan, les immobilisations doivent être identifiables, porteuses d'avantages économiques futurs, contrôlées par l'entité et évaluées de façon fiable.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entité, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements et dépréciation des immobilisations

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Marques 3 à 10 ans,
- Matériel de transport 4 ans,
- Mobilier de bureau et informatique 3 ans.

L'entité a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence.

Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'acquisition, y compris les frais accessoires, constitués des droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, ou par la valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire d'une participation correspond à sa valeur d'utilité, laquelle est déterminée par référence aux capitaux propres, à l'actif net comptable corrigé, à la valeur de rendement et aux perspectives d'évolution générale.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les dépréciations sont évaluées créance par créance.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoque une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie pour l'entité.

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux...) et risques a été inscrit en provision à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

AUTRES INFORMATIONS

Emprunt obligataire

L'emprunt obligataire de 14 000 000 € a été conclu aux conditions suivantes :

- Date de l'émission : 25 janvier 2019
- Nombre et valeur nominale des obligations : 140 obligations avec une valeur nominale de 100 K€
- Modalité de remboursement : Les obligations seront remboursées en totalité à leur valeur nominale à la date d'échéance le 25 janvier 2024
- Taux d'intérêt : 5.60 %

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 24 729 € HT.

Tableau des filiales et participations

Selon l'article 841-6 renvoi du PCG, les sociétés présentant des comptes consolidés doivent fournir dans l'annexe des comptes individuels des informations regroupées pour l'ensemble des titres. Ces informations sont limitées aux éléments suivants :

- Valeur comptable nette et brute des titres détenus
- Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés
- Montant des cautions et avals donnés par la société
- Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice

Engagements de retraite

La convention collective de l'entité prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Il n'a pas été conclu de contrat d'assurance en vue de financer les engagements de retraite. Les engagements correspondant n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite a été effectuée de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base des hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.72 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : 2012-2014 de l'INSEE

Les engagements de retraite à la date de clôture de l'exercice ont été évalués à 48 029€.

Effectif moyen

L'effectif moyen salarié du 01/04/2020 au 31/03/2021 s'élève à 7 salariés. Il s'élevait à 7 salariés pour l'exercice clos au 31/03/2020.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel regroupe les éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entité. Il est composé de :

Charges exceptionnelles :

- Amendes et pénalités : 1 107 €
- Vnc des immobilisations financières : 1 349 794 €
- Dotations exceptionnelles : 363 €

Produits exceptionnels :

- Produits de cession des immobilisations financières : 4 380 €

Résultat exceptionnel : - 1 346 884 €

Etat des immobilisations, amortissements et dépréciations

Immobilisations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	10 257	3 120	1 310	12 067
Immobilisations corporelles	93 420	33 175		126 596
Immobilisations financières	87 712 112	18 131 902	14 385 695	91 458 319
TOTAL	87 815 789	18 168 197	14 387 005	91 596 981

Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 808	4 594	3 118	3 284
Immobilisations corporelles	52 927	68 974	52 927	68 974
TOTAL	54 735	73 569	56 045	72 259

Dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	7 186 119	1 625 290	1 354 754	7 456 655
TOTAL	7 186 119	1 625 290	1 354 754	7 456 655

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
Provisions pour :				
- Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Risques et charges				
Provisions pour :				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations :				
- Incorporelles				
- Corporelles				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation	7 186 119	1 625 290	1 354 754	7 456 655
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
DÉPRÉCIATIONS	7 186 119	1 625 290	1 354 754	7 456 655
TOTAL GÉNÉRAL	7 186 119	1 625 290	1 354 754	7 456 655
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières		1 625 290	1 354 754	
- Exceptionnelles				
		<i>Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation</i>		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	65 985	68 315
Emprunts et dettes financières diverses	250 853	214 504
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	54 992	67 087
Dettes fiscales et sociales	96 628	84 156
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	12 701	568
TOTAL	481 158	434 629

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Créances rattachées à des participations	54 542	55 545
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	573 766	337 872
Autres créances	914	838
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	629 222	394 255

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	59 746 659		59 746 659
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	21 073		21 073
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 066 545	2 066 545	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	914	914	
Impôts sur les bénéfices	900 984	900 984	
Taxe sur la valeur ajoutée	22 491	22 491	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupes et associés			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	334 598	334 598	
Charges constatées d'avance	55 864	55 864	
TOTAL	63 149 128	3 381 396	59 767 732

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)	14 000 000		14 000 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- À 1 an max. à l'origine	6 458 161	6 458 161		
- À plus d'1 an à l'origine	16 596 864	2 080 360	14 444 496	72 008
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	2 485 853	2 485 853		
Fournisseurs et comptes rattachés	126 836	126 836		
Personnel et comptes rattachés	32 210	32 210		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	84 811	84 811		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	500 655	500 655		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	69 186	69 186		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	107 500	107 500		
Groupe et associés (2)	5 814 348	5 814 348		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	133 312	133 312		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	46 409 736	17 893 231	28 444 496	72 008

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

8 500 000

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

1 007 012

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	
	31/03/2021	31/03/2020
- D'exploitation		19 812
Produits : - Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL		19 812

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	
	31/03/2021	31/03/2020
- D'exploitation	55 864	50 367
Charges : - Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	55 864	50 367

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	3 601 266	10.00000	36 012 660
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	2	10.00000	20
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	3 601 268	10.00000	36 012 680

Liste des filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. détenue	Val. brute titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux propres	Divid. encaiss.	Val. nette titres	Cautions	Résultat
Filiales (plus de 50%)					
Selon l'article 841-6 renvoi du PCG		1 785 431	28 982 051 22 407 721	43 576 291	

Participations (10 à 50%)

Selon l'article 841-6 renvoi du PCG			2 708 536 1 826 210	13 663 972	
-------------------------------------	--	--	------------------------	------------	--

Autres titres

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Indemnités de départ en retraite	
Emprunts (intérêts restant à courir)	
Crédit-bail : - Mobilier	
- Immobilier	
Autres engagements	
TOTAL	

Commentaire

Engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
Enveloppe de crédit	500 000
Cautions solidaires	2 750 000
TOTAL	3 250 000

Donnée par la Banque Populaire : 500 000 €

Donnée par la Banque Palatine : 2 750 000 €

Groupe Bâisseurs d'Avenir
Société par actions simplifiée au capital de 36.012.680 €
Siège social : 24 boulevard Vincent Gâche, 44200 Nantes
821 353 315 RCS Nantes
(ci-après la « Société »)

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 9 SEPTEMBRE 2021

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2021 :

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2021 s'élevant à 5.156.097 € de la manière suivante :

- **Bénéfice de l'exercice** **5.156.097 €**
- au compte de « réserve légale » 257.805 €
lequel s'élève ainsi à 662.584 €
- Pour former un bénéfice distribuable de 4.898.292 €
- A titre de dividendes aux associés 600.000 €
Soit un dividende d'environ 0.17 € par action
- Le solde au compte « autres réserves » 4.298.292 €
lequel s'élève ainsi à 10.782.712 €

L'Assemblée Générale constate que cette distribution est éligible à l'abattement de 40 % prévu par le paragraphe 3.2° de l'article 158 du Code général des impôts, étant précisé néanmoins que les associés bénéficiant de la distribution de dividendes étant des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, aucun n'en bénéficiera.

Les dividendes seront mis en paiement à compter de ce jour.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

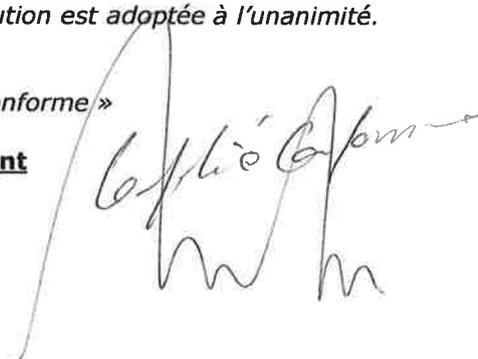
Exercice	Date de la distribution	Montant global des dividendes distribués	Montant global des dividendes distribués éligibles à l'abattement	Montant global des dividendes distribués non éligibles à l'abattement
31/03/2020	18/12/2020	600.000 €	600.000 €	-
31/03/2019	23/12/2019	606.382,76 €	606.382,76 €	-
31/03/2018	-	-	-	-

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 9 septembre 2021 :

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

« certifié conforme »

Le Président



ACCIOR – A.R.C.

ERNST & YOUNG et Autres

Groupe Bâisseurs d'Avenir

Exercice clos le 31 mars 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

ACCIOR – A.R.C.
53, rue Benjamin Franklin
CS 80654
85016 La Roche-sur-Yon cedex
S.A. au capital de € 40 000
343 156 766 R.C.S. La Roche-sur-Yon

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de l'Ouest-Atlantique

ERNST & YOUNG et Autres
3, rue Emile Masson
CS 21919
44019 Nantes cedex 1
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Groupe Bâisseurs d'Avenir

Exercice clos le 31 mars 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Groupe Bâisseurs d'Avenir,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Groupe Bâisseurs d'Avenir relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels relative aux titres de participation et aux créances rattachées présente les modalités de détermination de leur valeur d'inventaire conduisant à la constitution éventuelle d'une provision pour dépréciation. Nous avons apprécié, sur la base des éléments disponibles à ce jour, que la valeur d'inventaire des titres au 31 mars 2021 ne nécessitait pas la comptabilisation de dépréciations complémentaires.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Roche-sur-Yon et Nantes, le 27 juillet 2021

Les Commissaires aux Comptes

ACCIOR – A.R.C.

ERNST & YOUNG et Autres

Sébastien Caillaud

Matthieu Barreau



François Macé

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/04/2020 au 31/03/2021			Au 31/03/2020
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	12 067	3 284	8 782	8 449
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	126 596	68 974	57 621	40 493
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	31 690 587	7 456 655	24 233 932	25 572 952
Créances rattachées à des participations	59 746 659		59 746 659	54 932 354
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	21 073		21 073	20 688
ACTIF IMMOBILISÉ	91 596 981	7 528 914	84 068 067	80 574 935
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de - De biens				
production : - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	20 546		20 546	25 183
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 066 545		2 066 545	1 348 608
Autres	1 258 987		1 258 987	455 482
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				448 200
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	6 717 696		6 717 696	2 711 729
Charges constatées d'avance	55 864		55 864	50 367
ACTIF CIRCULANT	10 119 638		10 119 638	5 039 569
Frais d'émission d'emprunt à étaler	280 023		280 023	309 157
Primes de remboursement des obligations				
Écart de conversion actif				
TOTAL ACTIF	101 996 641	7 528 914	94 467 728	85 923 661

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/04/2020	Du 01/04/2019
	Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Capitaux propres		
Capital social ou individuel (dont versé)	36 012 680	36 012 660
Prime d'émission, de fusion, d'apport	16	
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
- Légale	404 779	239 437
- Statutaires ou contractuelles		
- Réglementées		
- Autres	6 484 420	3 942 925
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	5 156 097	3 306 837
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	48 057 992	43 501 859
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour :		
- Risques		
- Charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	14 000 000	14 000 000
- Au près des établissements de crédit	23 055 025	16 793 453
- Financières diverses	8 300 201	7 805 910
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
- Fournisseurs et comptes rattachés	126 836	157 135
- Fiscales et sociales	686 862	3 389 135
- Sur immobilisations et comptes rattachés	107 500	250 000
Autres dettes	133 312	6 358
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		19 812
EMPRUNTS ET DETTES	46 409 736	42 421 802
Écarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF	94 467 728	85 923 661

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/04/2020 au 31/03/2021			Au 31/03/2020
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue :				
- De biens				
- De services	3 502 506		3 502 506	3 404 808
Chiffre d'affaires net	3 502 506		3 502 506	3 404 808
Production :				
- Stockée				
- Immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			403 890	222 101
Autres produits			2 233	53
			3 908 630	3 626 962
			PRODUITS D'EXPLOITATION	3 908 630
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			1 589 682	1 237 441
Impôts, taxes et versements assimilés			148 107	123 815
Salaires et traitements			1 481 318	1 628 819
Charges sociales			597 293	647 828
- Amortissements sur immobilisations			158 482	124 220
Dotations aux :				
- Dépréciations sur immobilisations				
- Dépréciations sur actif circulant				
- Provisions pour risques et charges				
Autres charges			86 105	324
			4 060 988	3 762 446
			CHARGES D'EXPLOITATION	4 060 988
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
			-152 358	-135 484
			RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-152 358
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			10 088 330	12 616 255
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			1 354 754	4 201 328
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			49 800	
			11 492 884	16 817 583
			PRODUITS FINANCIERS	11 492 884
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1 625 290	4 132 757
Intérêts et charges assimilées			2 245 378	1 964 970
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			3 870 668	6 097 727
			CHARGES FINANCIÈRES	3 870 668
			7 622 216	10 719 855
			RÉSULTAT FINANCIER	7 622 216
			7 469 858	10 584 371
			RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	7 469 858

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	4 380	46 378
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 380	46 378
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 107	1 954
Sur opérations en capital	1 349 794	4 222 066
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	363	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 351 264	4 224 020
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-1 346 884	-4 177 642
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	966 877	3 099 892
TOTAL DES PRODUITS	15 405 894	20 490 922
TOTAL DES CHARGES	10 249 797	17 184 086
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	5 156 097	3 306 837

Annexe

Règles et méthodes comptables

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Covid 19

La crise sanitaire liée à la Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-029 du 23 mars 2020 constituent un fait marquant de l'exercice. La crise sanitaire a eu un impact sur l'organisation des activités de l'entité.

L'entité a bénéficié des divers dispositifs mis en place par les pouvoirs publics au cours de l'exercice, et notamment a eu recours aux prêts garantis par l'Etat et au chômage partiel.

Les différents prêts garantis par l'Etat ont été souscrits auprès des banques suivantes :

- Caisse épargne : 1 700 000 €
- Banque populaire : 1 700 000 €
- Crédit agricole : 1 700 000 €
- CIC : 1 700 000 €
- Arkea : 1 700 000 €

Les emprunts seront remboursés sur 5 ans à compter de 2022.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2020 de l'entité par le Président, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

Actionnariat

En date du 10 décembre 2020, les sociétés Savey Finances et Calize Finances ont apportés 403 642 actions GBA chacune à la société CASA nouvellement créée. La valeur comptable des titres apportés est de 9 605 463,32€
CASA détient à terme 40,77% de GBA.

Caisse des dépôts

Le 22/07/2020, le Groupe a conclu un accord avec la caisse des dépôts par lequel cette dernière s'engage à acquérir 15 lots, représentant un chiffre d'affaires attendu de 90 187 697 € qui devrait être reconnu sur les périodes subséquentes et dont les projets sont portés par les sociétés de gestion Bati Nantes et Bati Armor.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Covid 19

Compte tenu des événements récents et des mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis selon le plan comptable général adopté par le règlement ANC 2014-03, à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle,
- Comparabilité, continuité de l'activité,
- Régularité et sincérité,
- Prudence,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Pour être inscrites au bilan, les immobilisations doivent être identifiables, porteuses d'avantages économiques futurs, contrôlées par l'entité et évaluées de façon fiable.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entité, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements et dépréciation des immobilisations

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Marques 3 à 10 ans,
- Matériel de transport 4 ans,
- Mobilier de bureau et informatique 3 ans.

L'entité a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence.

Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'acquisition, y compris les frais accessoires, constitués des droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, ou par la valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire d'une participation correspond à sa valeur d'utilité, laquelle est déterminée par référence aux capitaux propres, à l'actif net comptable corrigé, à la valeur de rendement et aux perspectives d'évolution générale.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les dépréciations sont évaluées créance par créance.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoque une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie pour l'entité.

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux...) et risques a été inscrit en provision à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

AUTRES INFORMATIONS

Emprunt obligataire

L'emprunt obligataire de 14 000 000 € a été conclu aux conditions suivantes :

- Date de l'émission : 25 janvier 2019
- Nombre et valeur nominale des obligations : 140 obligations avec une valeur nominale de 100 K€
- Modalité de remboursement : Les obligations seront remboursées en totalité à leur valeur nominale à la date d'échéance le 25 janvier 2024
- Taux d'intérêt : 5.60 %

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 24 729 € HT.

Tableau des filiales et participations

Selon l'article 841-6 renvoi du PCG, les sociétés présentant des comptes consolidés doivent fournir dans l'annexe des comptes individuels des informations regroupées pour l'ensemble des titres. Ces informations sont limitées aux éléments suivants :

- Valeur comptable nette et brute des titres détenus
- Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés
- Montant des cautions et avals donnés par la société
- Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice

Engagements de retraite

La convention collective de l'entité prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Il n'a pas été conclu de contrat d'assurance en vue de financer les engagements de retraite. Les engagements correspondant n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite a été effectuée de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base des hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.72 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : 2012-2014 de l'INSEE

Les engagements de retraite à la date de clôture de l'exercice ont été évalués à 48 029€.

Effectif moyen

L'effectif moyen salarié du 01/04/2020 au 31/03/2021 s'élève à 7 salariés. Il s'élevait à 7 salariés pour l'exercice clos au 31/03/2020.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel regroupe les éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entité. Il est composé de :

Charges exceptionnelles :

- Amendes et pénalités : 1 107 €
- Vnc des immobilisations financières : 1 349 794 €
- Dotations exceptionnelles : 363 €

Produits exceptionnels :

- Produits de cession des immobilisations financières : 4 380 €

Résultat exceptionnel : - 1 346 884 €

Etat des immobilisations, amortissements et dépréciations

Immobilisations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	10 257	3 120	1 310	12 067
Immobilisations corporelles	93 420	33 175		126 596
Immobilisations financières	87 712 112	18 131 902	14 385 695	91 458 319
TOTAL	87 815 789	18 168 197	14 387 005	91 596 981

Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 808	4 594	3 118	3 284
Immobilisations corporelles	52 927	68 974	52 927	68 974
TOTAL	54 735	73 569	56 045	72 259

Dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	7 186 119	1 625 290	1 354 754	7 456 655
TOTAL	7 186 119	1 625 290	1 354 754	7 456 655

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Titres mis en équivalence				
- Titres de participation	7 186 119	1 625 290	1 354 754	7 456 655
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
DÉPRÉCIATIONS	7 186 119	1 625 290	1 354 754	7 456 655
TOTAL GÉNÉRAL	7 186 119	1 625 290	1 354 754	7 456 655
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières		1 625 290	1 354 754	
- Exceptionnelles				
<i>Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation</i>				

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	65 985	68 315
Emprunts et dettes financières diverses	250 853	214 504
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	54 992	67 087
Dettes fiscales et sociales	96 628	84 156
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	12 701	568
TOTAL	481 158	434 629

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Créances rattachées à des participations	54 542	55 545
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	573 766	337 872
Autres créances	914	838
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	629 222	394 255

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	59 746 659		59 746 659
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	21 073		21 073
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 066 545	2 066 545	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	914	914	
Impôts sur les bénéfices	900 984	900 984	
Taxe sur la valeur ajoutée	22 491	22 491	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupes et associés			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	334 598	334 598	
Charges constatées d'avance	55 864	55 864	
TOTAL	63 149 128	3 381 396	59 767 732

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)	14 000 000		14 000 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- À 1 an max. à l'origine	6 458 161	6 458 161		
- À plus d'1 an à l'origine	16 596 864	2 080 360	14 444 496	72 008
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	2 485 853	2 485 853		
Fournisseurs et comptes rattachés	126 836	126 836		
Personnel et comptes rattachés	32 210	32 210		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	84 811	84 811		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	500 655	500 655		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	69 186	69 186		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	107 500	107 500		
Groupe et associés (2)	5 814 348	5 814 348		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	133 312	133 312		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	46 409 736	17 893 231	28 444 496	72 008

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice 8 500 000

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice 1 007 012

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	
	31/03/2021	31/03/2020
- D'exploitation		19 812
Produits : - Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL		19 812

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	
	31/03/2021	31/03/2020
- D'exploitation	55 864	50 367
Charges : - Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	55 864	50 367

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	3 601 266	10.00000	36 012 660
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	2	10.00000	20
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	3 601 268	10.00000	36 012 680

Liste des filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. détenue	Val. brute titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux propres	Divid. encaiss.	Val. nette titres	Cautions	Résultat

Filiales (plus de 50%)

Selon l'article 841-6 renvoi du PCG		1 785 431	28 629 773 22 055 442	45 157 388	
-------------------------------------	--	-----------	--------------------------	------------	--

Participations (10 à 50%)

Selon l'article 841-6 renvoi du PCG			2 708 536 1 826 210	14 534 729	
-------------------------------------	--	--	------------------------	------------	--

Autres titres

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Indemnités de départ en retraite	
Emprunts (intérêts restant à courir)	
Crédit-bail : - Mobilier	
- Immobilier	
Autres engagements	
TOTAL	

Commentaire

Engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
Enveloppe de crédit	500 000
Cautions solidaires	2 750 000
TOTAL	
	3 250 000

Donnée par la Banque Populaire : 500 000 €

Donnée par la Banque Palatine : 2 750 000 €